

L. de TINGUY du POUËT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 5 MARS 1967

11e CIRCONSCRIPTION DE LA VENDÉE (La Roche-sur-Yon)

Electrices, Electeurs,

En 1962, vous avez fait sur mon programme et sur mon nom une très large union.

Je crois toujours d'actualité mes trois orientations fondamentales d'alors car Vous les avez approuvées massivement : Expansion Economique — Progrès Social — Stabilité des Institutions.

Expansion économique

Aussi bien en tant que Parlementaire, qu'en tant que Président du Comité d'Expansion Economique de la Vendée, je me suis spécialement attaché à l'industrialisation et à la création d'activités nouvelles commerciales ou touristiques.

La tâche est difficile parce que le progrès de la France est le plus lent d'Europe (Indice de la production industrielle en 1965 sur la base 100 en 1958, Italie 184, Allemagne 161, France 142) GISCARD D'ESTAING a ralenti notre expansion économique sans stabiliser les prix.

Si la Vendée progresse (près de 3.000 emplois nouveaux recensés à l'ASSEDIC en 1964 année record), faute d'une aide suffisante de l'Etat nous manquons d'investissements, de hauts salaires, de grandes entreprises trop réservées aux métropoles.

En 1962, je souhaitais 50.000 habitants pour LA ROCHE-SUR-YON. Le V° plan admet cet objectif, je m'en félicite. Reste à assurer l'équilibre entre le chef-lieu et nos autres villes, nos bourgs et nos campagnes qui ne doivent pas dépérir.

Le poids de l'impôt augmente démesurément avec celui des charges sociales et autres (45 % du produit national contre 41 % en Allemagne, 32 % en Belgique d'où danger pour notre position dans le Marché Commun) : Départements et communes doivent souvent se substituer à l'Etat.

Total des centimes départementaux et communaux :

1955 812 millions de N.F.

1964 3.819 millions de N.F.

Impôt sur le revenu des personnes physiques :

1958 9 milliards de N.F. 5 millions d'assujettis 1967 26 milliards de N.F. 8 millions d'assujettis

L'agriculture qui subit de profondes transformations est écrasée au moment où elle doit faire d'énormes investissements. Ses plaintes sont accueillies avec dérision.

Pas de routes modernes, 1.700 demandes de téléphone non satisfaites en Vendée, 15 ans à attendre pour la fin des adductions d'eau.

Commerçants et artisans se sentent menacés, dépassés, inquiets des complications de la T.V.A. appliquée en 1968.

Progrès social

Le progrès économique de la région peut seul <u>relever</u> véritablement <u>son niveau de vie.</u>

Une politique des revenus équitable pour les travailleurs salariés, paysans, fonctionnaires, agriculteurs et professions libres, doit accompagner l'enrichissement du pays.

Il y a chez nous la lourde charge de beaucoup de vieux et de familles nombreuses. Les abattements de zone ont été maintenus malgré toutes les promesses du gouvernement au détriment des familles.

L'effort pour les Vieux est réel mais insuffisant et inégal (exemple : multiples injustices de l'indemnité viagère de départ). L'aide aux familles est insuffisante (baisse de l'allocation logement en 1966).

Les crédits du Logement social font défaut. L'aide aux infirmes, aux malades, aux enfants déficients est à reprendre. L'équipement hospitalier ne répond pas aux besoins.

La démocratisation de l'enseignement se fait mal, les bourses sont trop faibles et trop peu nombreuses, l'enseignement professionnel insuffisant. Beaucoup des problèmes que pose l'enseignement privé comme l'enseignement public sont sans solution. On manque de maîtres, de classes, de formation pour les jeunes, d'aménagements socio-culturels et sportifs, etc...

Stabilité des Institutions

Depuis 1958, le Gouvernement a été stable, mais notre régime a été profondément transformé. Le Parlement, asservi au Gouvernement n'a pas d'autorité. Beaucoup de députés ne viennent même plus aux séances. S'ils renoncent, qui défendra la liberté et les droits de chacun?

Toutes les libertés sont menacées, y compris la liberté syndicale, la liberté d'entreprise, la liberté d'enseignement et la liberté d'expression, notamment à la Télé et à la Radio.

Entre le désordre et le pouvoir absolu, la Constitution votée par referendum, trace la voie à suivre pour écarter les aventures. Ni maintenant, ni au départ du Général de Gaulle, il ne faut de fascisme, de totalitarisme, de communisme.

Nous voulons une république moderne et démocratique.

- Assurer la stabilité des Institutions, c'est respecter la Constitution.
- C'est aussi construire l'Europe Unie et maintenir nos Alliances.
- Accepter l'organisation internationale pour la Paix.

Pour défendre vos droits et vos libertés.

Pour l'Avenir de la Vendée.

Pour la France et pour la Paix.

VOTEZ...

L. de TINCUY du POUET Robert TOUCHARD

Député sortant,

Conseiller d'Etat — Ancién Ministre,

Maire de St-Michel-Mont-Mercure,

Président des Maires de France,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Croix de Guerre.

Pharmacien Diplômé, Maire-Adjoint de LA ROCHE-SUR-YON, Chevalier du Mérite Social, Chevalier du Mérite Agricole.

Candidats d'Union pour l'expansion économique et le progrès social. — Centre Démocrate.